



*Chers membres et partenaires de la Coalition,*

*Alors que l'année 2021 touche à sa fin, nous aimerions prendre un moment pour reconnaître le travail incroyable que les membres et les partenaires de la Coalition ont accompli pour faire avancer les luttes menées par les communautés dans le monde entier.*

*Alors que la pandémie, les inégalités croissantes et les crises climatiques et écologiques continuent de nuire à des communautés déjà vulnérables, il serait facile de perdre espoir. Pourtant, nous constatons que de plus en plus de personnes luttent pour inverser le cours des choses et unissent leurs forces pour exiger la dignité, la justice, l'égalité et le respect des droits humains et de la planète.*

*Nous nous sentons privilégiés de travailler avec les communautés de base qui sont le moteur de ce mouvement collectif, d'apprendre d'elles et d'être inspirés par leurs actions quotidiennes et révolutionnaires. Veuillez consulter et partager la newsletter ci-jointe pour en savoir plus sur nos accomplissements et nos luttes collectives.*

*Alors que nous réfléchissons à l'incertitude persistante concernant la pandémie, nous puisons de l'espoir dans la confiance que nous avons dans la force de notre mouvement collectif.*

*Nous sommes forts, grâce à l'expertise des peuples autochtones, des communautés locales et des défenseur/euse-s des droits humains qui savent comment résister et comment poursuivre la lutte.*

*Nous sommes forts, grâce au réseau de connexions et aux liens puissants que nous tissons, avec d'anciens et de nouveaux alliés.*

*Nous sommes forts, grâce à chaque graine que nous plantons ensemble.*

*Et nous sommes impatients de voir ces graines se transformer en une belle forêt dans les mois et les années à venir.*

Secrétariat de la Coalition  
pour les droits humains dans le développement



# SOUTENIR LES COMMUNAUTÉS, LES DÉFENSEUR/EUSE-S ET LES MOUVEMENTS DES DROITS HUMAINS

## Échange de ressources communautaire

En juillet, nous avons lancé l'[Échange de ressources communautaires](#) (CRE pour son sigle en anglais). Il s'agit d'un projet pilote ambitieux et passionnant, créé pour co-développer des stratégies avec et entre les **communautés qui défendent leurs droits** dans le contexte des investissements internationaux et des projets de développement.

Suite à nos premiers appels à propositions, nous sommes désormais en contact avec plus de **90 communautés** qui résistent à des activités nuisibles et nous leur proposerons de créer des liens avec des alliés et un renforcement de leurs capacités. En outre, trois groupes de travail régionaux sur les subventions, composés de militant-e-s et de représentant-e-s d'OSC, ont sélectionné **16 communautés dans 13 pays** qui recevront de petites subventions.



## Défenseur/euse-s dans le développement

Cette année, la campagne des défenseur/euse-s dans le développement a revu ses **objectifs stratégiques** à travers un processus collectif. Vous pouvez en savoir plus dans cette [infographie](#). Par le biais de la campagne, nous avons continué à faire pression sur les banques pour qu'elles prennent en **compte et empêchent les représailles**, en soutenant les défenseur/euse-s des droits humains qui demandent des comptes et dénoncent les violations liées aux projets de développement.

Par exemple, en **Ouganda**, nous travaillons en étroite collaboration avec l'organisation locale Twerwaneho Listeners' Club, afin de soutenir les **communautés autochtones** qui vivent dans la réserve faunique de Tooro Semuliki. Dans cette région, la **Banque mondiale** octroie des fonds à l'Autorité de la faune ougandaise (Uganda Wildlife Authority), même si ses gardes-chasse - sous prétexte de protéger la nature - ont menacé, expulsé illégalement et même tué des populations autochtones locales.



## Finance en Commun



En octobre, plus de 500 banques publiques de développement se sont réunies à l'occasion de la deuxième édition du Sommet **Finance en Commun**, consacré au thème de la transformation des systèmes alimentaires. En solidarité avec les groupes et les mouvements qui défendent les droits des **petit-e-s agriculteur/rice-s, des éleveur/euse-s, des pêcheur/euse-s et des peuples autochtones**, nous avons mobilisé nos membres et nos partenaires autour du Sommet et nous avons appelé les banques à cesser de financer l'agriculture industrielle et d'autres projets liés à la production alimentaire qui finissent par nuire aux personnes et à la planète. Vous pouvez en savoir plus dans cette [lettre commune](#), signée par plus de 280 groupes de 70 pays.

# RENFORCER NOTRE TRAVAIL RÉGIONAL

En juin, plus de 30 de nos membres et partenaires d'**Amérique latine** se sont réuni-e-s pour une **conversation stratégique** virtuelle. Malgré la distance physique, ce fut un moment privilégié pour reprendre contact et discuter des **priorités** collectives, encourager les **collaborations** et explorer de nouvelles **synergies**.



En **Afrique**, certains de nos membres unissent leurs forces pour élaborer une campagne visant la **Banque africaine de développement**. Alors que la banque est en train de réviser ses garanties et ses politiques d'accès à l'information, des dizaines de groupes à travers le continent et leurs alliés internationaux envoient un message clair : au cours de ces processus de révision et au-delà, la banque doit assurer plus de **transparence, de responsabilité, d'inclusivité** et de consultations significatives avec les communautés touchées et la société civile.

## LES VICTOIRES POLITIQUES

### IDB Invest & IFC

Le bras du secteur privé de la Banque interaméricaine de développement, BID Invest, et la Société financière internationale (IFC) ont publié un nouveau **guide** qui énonce les 10 mesures que les entreprises doivent prendre pour **dépister, prévenir et répondre aux représailles**. Il s'agit d'une étape importante et bienvenue, même si **beaucoup reste à faire**.

### AIIB

Dans ses **garanties** environnementales et sociales révisées, la **Banque asiatique d'investissement** dans les infrastructures dirigée par la Chine s'est engagée à collaborer avec ses clients pour prévenir et traiter les risques de **représailles** contre les personnes touchées par ses projets et les défenseur/euse-s des droits humains qui protègent leurs droits.

### ADB

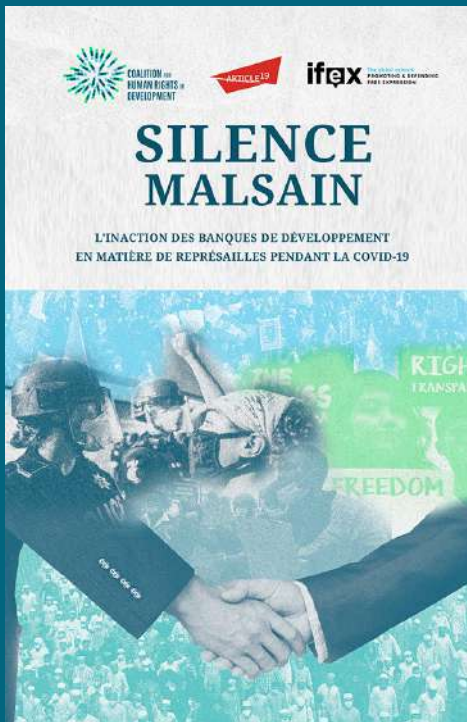
Grâce au **plaidoyer** inlassable de nos membres (dont le Forum des ONG sur la ADB, Recourse et Urgewald), la **Banque asiatique de développement** a annoncé qu'elle cessera de financer le charbon. Cependant, comme vous pouvez le lire **ici**, il reste d'autres problèmes critiques à résoudre, comme le gaz, la géothermie et la valorisation des déchets.

### BAD

La BAD a finalisé la révision de son **mécanisme de responsabilité**. Grâce au plaidoyer collectif - mené par certains de nos membres tels que Lumière Synergie pour le Développement, Accountability Counsel, et Inclusive Development International - les **nouvelles procédures** garantissent un "engagement plus important en matière d'**accessibilité** pour les communautés affectées par les projets et devraient aboutir à un processus de plaintes plus efficace".



# LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET LA COVID-19



Dans le monde entier, des centaines de personnes ont été menacées, attaquées ou emprisonnées pour avoir fourni des **informations cruciales** sur la propagation du virus ou critiqué les lacunes de la réponse au COVID-19. Les banques de développement ont versé des milliards de dollars pour soutenir cette réponse. Cependant, comme nous l'exposons dans "**Silence malsain**" - un rapport co-publié avec ARTICLE 19 et IFEX - les banques de développement n'ont pas pris de mesures pour garantir que les journalistes, les médecins, les défenseur/euse-s et d'autres personnes puissent parler **librement et en toute sécurité** de leur réponse à la pandémie.

Les organisations de la société civile ont également fait part de leurs préoccupations concernant le manque de **transparence** et de consultations significatives, contre l'accélération des projets, ce qui signifie que les **garanties environnementales** et sociales ont souvent été ignorées, et contre le fait que de nombreux projets, au lieu d'aider les personnes les plus touchées par la pandémie, ont fini par exacerber les problèmes structurels liés à la dette, la pauvreté, et aux **inégalités**.

Ces questions vous intéressent ? Jetez un coup d'œil à cet **ensemble d'études de cas** élaborées par nos membres et partenaires, que nous publierons en janvier 2022.

Nous vous invitons à **soumettre votre propre étude de cas ici!** Restez également à l'affût de l'aperçu global de diverses analyses effectuées au niveau des pays : "Recettes manquantes" qui sera également publié dans la nouvelle année.



## UNE COALITION ET UN SECRÉTARIAT EN PLEINE EXPANSION

Nous souhaitons également célébrer une étape importante cette année : avec l'adhésion de la Coalition africaine pour la redevabilité des entreprises (ACCA pour son sigle en anglais), Civicus, Namati et Protection International-Mesoamerica, nous avons franchi la barre des **100 membres**.

Cette année, nous avons accueilli six nouveaux collègues au sein du secrétariat pour soutenir le travail de nos membres :

- **Tity Agbahey** (Coordinatrice régionale pour l'Afrique)
- **Hisham Al Thamir** (Coordinateur administratif)
- **Dalile Antunez** (Chercheur collaboratif)
- **Anne Bordatto** (Facilitatrice CRE pour l'Amérique latine)
- **Medea Turashvili** (Facilitatrice CRE pour l'Asie)
- **Carmina Obanil** a quitté son rôle de Coordinatrice régionale pour l'Asie pour devenir Coordinatrice internationale CRE.



# LES LUTTES COMMUNAUTAIRES DU MONDE ENTIER

## Brésil



En mars, l'association KOWIT, en partenariat avec l'Instituto Maíra, a lancé la campagne "**Gardiens d'Iriri**". Cette campagne appelle au respect de la vie et des droits fonciers du **peuple autochtone Arara**. Pour en savoir plus, veuillez consulter la [pétition](#) en ligne et cette [vidéo](#), également disponible en [portugais](#) et en [espagnol](#). Les femmes leaders Arara ont également pris part à une puissante marche des **femmes autochtones**, à laquelle ont participé plus de 4000 personnes, sur le thème "Femmes originelles: reboiser les esprits pour guérir la terre".

## Inde

Dans l'État d'Odisha, le **mouvement Posco Pratirodh Sangram Samiti (PPSS)** résiste depuis 12 ans aux tentatives d'expulsion et d'installation de projets nuisibles sur leur territoire. Leur résistance est légendaire, écrit notre membre Environics Trust. Pour en savoir plus, consultez leur blog [ici](#).



## Malawi



En juin 2021, le Center for Human Rights and Rehabilitation (CHRR), avec le soutien de l'International Accountability Project (IAP), a présenté à la Banque mondiale et à l'IFC les résultats et les recommandations clés tirés d'un processus de recherche approfondi mené par la communauté avec les collectivités qui vont être affectées par le projet hydroélectrique de Mpatamanga. Cette **méthodologie de recherche participative**, ancrée dans la reconnaissance de l'expertise des communautés pour mener à bien leur vision du développement, met en lumière des préoccupations qui n'avaient pas été partagées auparavant avec les banques investissant dans le projet.

## Ouzbékistan

L'IFC et la BERD soutiennent Indorama Agro pour développer le **secteur de la culture du coton** en Ouzbékistan, malgré les rapports des employé-e-s de l'entreprise, des agriculteur/rice-s et des communautés locales sur les violations relatives au travail, à l'environnement et aux **droits humains**, et aussi sur les représailles dont ils/elles sont victimes. Le [plaidoyer](#) intensif du CEE Bankwatch Network et du Uzbek Forum for Human Rights a abouti à une pause dans les représailles contre les personnes qui protestaient contre le projet, à l'établissement d'un dialogue régulier avec l'entreprise et à l'initiation d'une révision immédiate du mécanisme de réparation des griefs liés au projet. En outre, les employé-e-s d'Indorama ont enregistré le **premier syndicat indépendant du pays**, qui s'emploie avec succès à empêcher les suppressions d'emplois, à améliorer les conditions de travail et à négocier des contrats de travail.